

Analyse du 15 septembre 2010

TOGO, ENTRE INSTRUCTIONS ET NEGOCIATIONS : Aller à Ouagadougou ou à Bamako ?

Avec la violence et l'intimidation comme seule alternative pour le Pouvoir togolais illégitime pour se maintenir à la tête de l'Etat, le CVU ne peut rester insensible à la volonté antirépublicaine du RPT/AGO de mettre au silence l'ensemble du peuple Togolais, dont la voix est portée aujourd'hui par les regroupements de formations favorables à l'accès à la Présidence de la République sur la base de la vérité des urnes.

Au-delà des résultats contestés des deux élections présidentielles de 2005 et 2010, il faut bien constater que Faure GNASSINGBE a été autoproclamé par des juges instrumentalisés, puisque ce sont les juges de la Cour constitutionnelle qui ont validé, au mépris de la justice et des nombreux recours en annulation, les résultats transmis par l'Administration au service de l'actuel Président.

Le CVU insiste pour que des solutions de sortie de crise soient mises sur la table pour servir de base de travail et de négociation entre l'ensemble des protagonistes impliqués.

1. LA NECESSITE D'ACTION COLLECTIVE DES « VRAIS » PARTIS DE L'ALTERNANCE

Au moment où nous publions cette analyse, rien ne semble indiquer que les partis politiques togolais ayant participé à l'élection présidentielle du 4 mars 2010, aient officiellement reçu une invitation pour se rendre à Ouagadougou pour des séances dites de « facilitation ».

Dans le contexte actuel, deux importants partis politiques du Togo sont empêchés de fonctionner sereinement. La formation politique OBUTS, parti du candidat à l'élection présidentielle Agbéyomé KODJO est sous le coup d'une procédure judiciaire abusive visant à prononcer sa dissolution, et celle de l'UFC, parti du vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 4 mars Jean Pierre FABRE, est désormais divisée en deux camps irréductibles. D'un côté, celui de l'UFC/AGO (amis de Gilchrist OLYMPIO) qui ont rejoint de RPT dans une alliance gouvernementale contre nature, qui se révèle être un échec pour ce qui est d'améliorer le sort des populations togolaises, de l'autre, celui de l'UFC/FABRE, conduit par son Président, qui continue à réclamer le retour à la vérité des urnes.

Ces deux partis, (UFC/FRAC et OBUTS) sont aujourd'hui les principaux animateurs des marches de contestation hebdomadaire des résultats de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, et réunissent les populations togolaises autour d'un même combat : celui du retour de la vérité des urnes et des comptes publics.

Mouvement Citoyen

Les manœuvres délétères du pouvoir RPT-AGO, pour casser ces deux formations politiques par divers procédés, tous plus répréhensibles les uns que les autres, augurent mal de la possibilité réelle de créer un climat serein pour la tenue d'une facilitation par celui qui est co-responsable de la situation actuelle au Togo. La non-neutralité de la facilitation doit être remise en cause.

Au-delà de quelques responsables courageux, le silence de la classe politique devient assourdissant. A tel point que plusieurs chroniqueurs politiques de la presse togolaise, se sont interrogés récemment pour savoir quel sens donner au : « *silence total de la part de certains partis politiques* » qui n'ont pas « *le courage de dénoncer ces violations des droits de l'Homme* » ou de l'attitude « *hypocrite* » de certains autres. Certains observateurs n'hésitant pas à affirmer : « *Chaque leader dans son coin fait des calculs politiques. Certains devraient même souhaiter intérieurement que l'Union des forces de changement (UFC) qui leur fait de l'ombre au sein de l'opposition disparaisse, et comme cela leurs partis peuvent émerger. La plupart évitent d'afficher leur compassion à l'endroit de Jean-Pierre FABRE et ses sympathisants, histoire de préserver des intérêts et des chances d'être appelés à la table du roi. Ils ne veulent pas fâcher les « argentiers » du Togo¹* ».

Dans un tel contexte, a émergé une véritable prise de conscience indispensable pour retrouver, au delà des partis politiques existants ou neutralisés par les tribunaux, **une renaissance des actions collectives des « vrais » partis de l'alternance.**

2. APRES LA FACILITATION, PLUS DE FACILITATION, MAIS UNE MEDIATION

Au cours des dernières semaines, le pouvoir RPT/AGO tente unilatéralement de trouver une solution à la crise politique togolaise, par le biais d'une énième « facilitation » qui se déroulerait à Ouagadougou sous les auspices du Président du Burkina Faso, Blaise COMPAORE.

De sources concordantes et bien informées, des préparatifs avançant en dent de scie seraient en cours pour proposer une telle option au Peuple togolais. Malheureusement, certains ténors de l'alternance politique au Togo ne peuvent s'y rendre au moins pour les trois raisons suivantes :

- il s'agit d'aller à Ouagadougou pour y **prendre des instructions** et non négocier quoi que ce soit ;
- il n'y a **aucune assurance sur la sécurité** de leur personne et de leurs entourages, notamment au plan de l'alimentation ;

¹ Tino KOSSI, « Le règne de l'immoralité au Togo » in *LIBERTE HEBDO*, 10 septembre 2010, voir <http://www.libertetg.com/index.php?cont=alaune>, accédé le 11 septembre 2010.

Mouvement Citoyen

- l'agenda n'est pas celui proposé par le CVU dans ses 22 propositions de sortie de crise, ni par les partis de l'opposition, mais bien celui proposé par le RPT/AGO ; cet agenda unilatéral, volontairement flou, se résume pour les partis de l'alternance à prendre part au Gouvernement comme le groupe AGO **et avaliser l'auto-proclamation par des juges, d'élections togolaises** qui ne permettent pas d'affirmer qui est le Président au Togo aujourd'hui.

Les Togolais et Togolaises doivent savoir que la facilitation de Blaise Compaoré doit se comparer à celle d'un avocat qui défend le camp de ceux qui sont au pouvoir. Il suffit de voir les résultats obtenus en Guinée et en Côte d'Ivoire. **Les militaires du Niger se sont bien gardés d'aller lui demander conseil, encore moins d'aller lui demander une quelconque facilitation ou médiation.** Sans la mobilisation interne des populations en Guinée et en Côte d'Ivoire et la clairvoyance de dirigeants africains versés dans la lutte en postcolonie, les solutions préconisées par Blaise COMPAORE conduisent systématiquement à endormir tous les protagonistes du dossier afin de faire conserver le pouvoir à ceux qui sont en train de le perdre. Ce facilitateur hors pair n'oublie jamais de se référer à une feuille de route non imaginaire en provenance de la Françafrique que trop d'analystes confondent avec la France.

3. EXORCISER CERTAINS EX-DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION TOGOLAISE

Monsieur COMPAORE, originaire du pays des « hommes et des femmes intègres » utilise la même méthode **de conservation du pouvoir** que le groupe militaro-civil du Togo qui emploie Faure GNASSINGBE comme son instrument de communication. **Faure n'est donc que la tête visible d'un iceberg en voie de fonte avancée sous la chaleur des tropiques.**

Blaise Compaoré n'a jamais été un **médiateur** dans le conflit togolais mais bien un **facilitateur**. Sa facilitation repose sur une technique d'arrangement qui a systématiquement permis d'accommoder le réseau du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), ses dirigeants et surtout une clientèle de partis satellites qui se joignent au RPT de manière opportuniste, uniquement pour de l'argent et des postes, passant par pertes et profits l'intérêt des populations. L'exemple de Gilchrist OLYMPIO et ses amis confirment bien l'analyse du CVU.

Le vrai problème est que **Gilchrist OLYMPIO a réussi à faire une opération de troc** à savoir : « le peuple togolais contre ses intérêts privés et celui de ses amis ». Cela lui a fait perdre l'essentiel de sa crédibilité et de sa réputation. Il y a donc là une véritable erreur stratégique, dont l'origine proviendrait de sa conception de la démocratie mise en œuvre dans le parti UFC, consistant à croire que ce Parti ne peut évoluer qu'à partir d'un centralisme démocratique dont il est le seul détenteur décisionnel.

Le silence des AGO mais également de nombreux autres responsables de partis politiques au Togo - sur les tentatives répétées d'assassinats et de bastonnade de Jean Pierre FABRE, les séquestrations d'Agbéyomé KODJO, les intimidations multiples sur les populations, les

emprisonnements abusifs et non justifiés de citoyens togolais y compris ceux de la Diaspora, les malversations dans les comptes publics - ne sont que les révélateurs d'un silence coupable.

Il ne faudrait pas que d'ici quelques semaines, les Togolaises et les Togolais finissent par classer Gilchrist OLYMPIO et ses amis (AGO), non pas dans le camp du RPT où il est déjà, mais dans le camp de la contre-vérité des urnes. Il faut donc espérer qu'il sorte rapidement d'un sommeil digne du meilleur sorcier politique, ayant comme potion magique une mouche tsé-tsé, même si la mouche qu'on lui a lancée lui a administré la piqûre de l'amnésie. C'est comme s'il avait subitement oublié toutes ses luttes, celles de son Père assassiné, celles des nombreux togolais morts, blessés, handicapés, humiliés, spoliés de leurs biens, par un système créé de toutes pièces par un ancêtre de l'héritier actuellement au pouvoir au Togo, non sans soutien étranger en moyens logistiques et financiers.

4. POURQUOI OUAGA N'EST PLUS LE CADRE APPROPRIÉ ?

Si l'on observe attentivement les résultats concrets du nombre incalculable de réunions de « facilitation » qui se sont déroulées à Ouagadougou, sous les auspices de Blaise COMPAORE, force est de constater qu'aucune d'entre elles n'a en réalité débouché sur un résultat tangible et concret pour le Peuple togolais. Cette facilitation consiste à repousser dans le temps l'émergence d'une vraie démocratie au Togo, faussant ainsi le jeu libre de révélation de la vérité des urnes. L'homme intègre du Burkina-Faso n'a pas hésité un seul instant pour légitimer la version officialisée des résultats des élections présidentielles au Togo, prononcée par les juges de la Cour Constitutionnelle togolaise. Il est difficile donc d'attendre que la vérité et la lumière et surtout la fin de l'impunité, puissent jaillir avec l'appui d'un tel facilitateur, qui a des positions tranchées et secrètes. Ceci afin de faire exécuter le principe établi dans le syndicat des chefs d'Etat : « *un pour tous, tous pour un pour conserver le pouvoir à tout prix* ». Il faut simplement rajouter que cela se fait aux dépens du peuple togolais.

Deux exemples précis suffisent pour rafraîchir les mémoires.

Le feuilleton de la facilitation politique de la Côte d'Ivoire, qui alimente depuis maintenant dix ans les conversations en Afrique de l'Ouest, ne commence à trouver une solution que dès lors que les Ivoiriens ont compris qu'ils devraient prendre leur destin en main et ne pas se laisser téléguidé par des forces extérieures qui utilisent le Burkina-Faso comme un centre de coordination. Sous le patronage de Blaise COMPAORE, les crises perdurent.

Le feuilleton de la facilitation politique du Togo a commencé bien avant la disparition d'Etienne Eyadema GNASSINGBE en 2005 et la succession dynastique usurpée de son fils Faure GNASSINGBE. Là encore, la facilitation de Blaise COMPAORE n'a aucunement permis à la démocratie togolaise de s'enraciner. Au contraire, le Peuple togolais n'a assisté qu'à une régression des libertés plus en plus sanglante, à coups de gourdins et d'usage abusif des grenades lacrymogènes, contre les populations pacifiques et les représentants du peuple.

Mouvement Citoyen

Blaise COMPAORE n'a pas davantage trouvé de solutions au Togo. Certes des accords ont été signés à grand renfort de publicité, mais jamais respectés par le pouvoir RPT. Depuis l'Accord politique global de 2006 (APG), jusqu'au dernier compromis du mois de février 2010, relatif à l'organisation de l'élection présidentielle, dans des conditions d'**institutionnalisation de la fraude électorale**, Blaise COMPAORE n'a eu de cesse que d'**accélérer le mouvement pour mettre le Peuple togolais devant le fait accompli**. L'institutionnalisation de la fraude électorale consiste, outre les nombreuses irrégularités observées et épinglées par les observateurs sérieux de l'Union européenne, en comparaison à ceux envoyés par l'Union Africaine et la CEDEAO venus faire du tourisme électoral au Togo, à accepter de tenir des élections présidentielles en organisant à l'avance l'impossibilité de prouver la réalité du vote des électeurs, en supprimant les numéros de correspondance entre les souches et les bulletins électoraux.

5. DISCRIMINATION NEGATIVE DU FACILITATEUR « INTEGRE »

Le nombre de partis politiques au Togo est important, plus de 80. Ce n'est pas une raison pour décider unilatéralement de réduire le nombre des partis politiques invité à la table des négociations à Ouagadougou à trois. En excluant ainsi de nombreuses forces togolaises représentant des sensibilités locales importantes, le Facilitateur « *intègre* » a commis, volontairement ou par omission, nul ne le sait, une discrimination négative puisque ne participaient à ces négociations passées que trois partis (RPT-UFC-CAR), sur les sept qui ont participé à l'élection présidentielle.

Faut-il rappeler qu'au mois de février 2010, le Facilitateur Blaise Compaoré a opté pour une double discrimination négative, en discriminant sur le choix des formations politiques invitées à la table de négociation, autant que sur la répartition des sièges au sein de la commission électorale nationale indépendante (CENI) ? Cela a permis d'exclure de nombreux partis politiques représentatifs et a permis au RPT de s'adjuger 10 places contre 4 pour l'UFC, et 3 pour le CAR. C'est ainsi qu'en raison de leur mise à l'écart, l'absence des quatre autres candidats de l'élection présidentielle a eu pour effet de leur dénier la possibilité d'avoir des représentants, ni à la CENI, ni dans les CELI et ni dans les bureaux de votes. Le facilitateur a donc choisi de ne pas avoir une CENI représentative, créant abusivement des inégalités dans les contrôles, recours et validation des résultats. Il s'agissait donc d'une facilitation au service d'un système RPT/AGO qui a révélé son partenariat-mariage aux yeux des Togolais et Togoises.

On pourrait multiplier finalement les exemples, mais dans tous les cas, quelle que soit la nature de l'intervention, ce sont toujours les protagonistes intéressés et la mobilisation populaire qui ont fait progresser la démocratie. Pour le Peuple togolais, toutes les facilitations de Blaise COMPAORE n'ont finalement donné que des résultats qui empêchaient l'alternance politique.

Ainsi est-il utile d'aller encore une fois à Ouagadougou, pour courir le risque de voir les débats s'enliser dans un statu quo dynamique, qui permettra d'amener le Peuple togolais à s'inscrire dans le livre de la fatalité, en attendant de reproduire le même scénario en 2015, 2020 et 2025 si le

Mouvement Citoyen

Togo existe encore en tant que pays. En effet, le niveau très élevé de la mauvaise gouvernance pourrait avoir contraint ce pays à une défaillance économique telle qu'il ne restera plus qu'à annexer le Togo à une multinationale qui a déjà en sa possession une grande partie des titres de propriété des capacités productives togolaises.

Le CVU réaffirme que le Togo n'a pas de Président depuis 2005, que l'élection de 2010 n'a été qu'une technique dilatoire de validation de résultats électoraux ne reflétant pas la vérité des urnes par la Cour constitutionnelle. Celle-ci a donc paradoxalement choisi de dire le droit insufflé par l'Administration - non-séparation des pouvoirs oblige - et a donc contribué au choix d'un Président illégitime, se rendant co-responsable des troubles qui perdurent au Togo. Ceci afin de mieux bernier les institutions internationales, ou pour réaliser ce que certains pays occidentaux ont réclamé, à savoir permettre à Faure GNASSINGBE de continuer à placer les intérêts étrangers au-dessus des intérêts des populations togolaises. Qu'une Cour Constitutionnelle vienne confirmer l'usage de faux et une écriture en faux, est impensable en démocratie occidentale, quoique cela n'ait pas l'air d'avoir gêné de nombreux pays occidentaux, grands dispensateurs de sermons et de conseils sur la démocratie.

6. RECHERCHER UN MEDiateur DU CÔTE DE BAMAKO

La Diaspora togolaise en écho à la demande des populations togolaises, ne considère pas qu'il soit opportun de se rendre à Ouagadougou, le « pays des hommes intègres » dans des conditions pré-formalisées pour un report de la démocratie. Ce sera un nouvel échec pour l'alternance démocratique et un soutien indirect à la démocratie de façade en cours au Burkina Faso.

Un nouveau type de facilitation pourrait voir le jour ailleurs qu'à Ouagadougou, par exemple dans des pays où les hommes intègres à la tête de l'Etat, peuvent témoigner des réalisations concrètes au service des populations. Il faudra nécessairement aussi prendre en considération qu'un homme politique intègre ne modifie unilatéralement la Constitution pour perdurer au pouvoir et enfin qu'un homme intègre n'a pas besoin de l'armée pour mettre au pas sa population lors des élections dites « libres ».

Le CVU recommande aux différents protagonistes, à la population togolaise et à la communauté internationale et africaine de solliciter la médiation de M. Amadou Toumani TOURE, Président de la République du Mali.

Bamako pourrait offrir une solution alternative simple, et fonder le retour de la confiance entre les dirigeants et le peuple togolais. Encore faut-il que le pouvoir actuel n'y apporte pas son blocage systématique et mette en œuvre sa capacité de nuisance contre ceux qui œuvrent pour l'unité du Togo et du Peuple togolais.

7. BAMAKO POURRAIT DONNER LE JOUR A UN NOUVEAU TYPE DE FACILITATION.

Si le CVU Diaspora porte son choix sur M. Amadou Toumani TOURE (ATT), Président de la République du Mali, comme un médiateur pour trouver une solution de sortie de crise au Togo, c'est parce qu'il s'agit de l'un des rares Présidents en Afrique, qui a annoncé publiquement sa décision de quitter volontairement la fonction présidentielle à l'issue des deux mandats que prévoit la constitution malienne, au lieu de tenter de modifier celle-ci dans le but de se maintenir ad vit aeternam au pouvoir.

Ce type de comportement devenu tellement rare dans l'Afrique contemporaine, mérite d'être salué, et qualifie naturellement le Président de la République malienne pour une mission de pacification et de médiation politique sans arrière-pensée politicienne. Le départ annoncé et le respect des institutions et de la Constitution de son pays sont à son honneur et constituent un gage de préservation et d'approfondissement de la démocratie au Mali. C'est donc un homme de parole. Le Peuple malien, comme au demeurant le Peuple ghanéen, ne peuvent que mesurer la chance qu'ils ont eu d'avoir des personnalités d'exception et des démocrates convaincus aimant leur Peuple avant les intérêts étrangers et l'argent.

Par ailleurs, personne en Afrique ne peut oublier qu'ATT a mené avec succès une action de médiation en Centrafrique qui a conduit à une pacification partielle de ce pays.

Dans ces conditions pourquoi refuser de faire confiance à celui qui d'une part respecte les règles démocratiques, et d'autre part a déjà obtenu des succès dans des précédentes missions ayant contribué au retour de la démocratie.

Le CVU conseille fortement au pouvoir en place du RPT/AGO de prendre appui sur les expertises qui existent en son sein pour accepter la suggestion du Collectif pour la Vérité des Urnes et plus particulièrement celle d'une majorité de la Diaspora togolaise.

Retourner à Ouagadougou malgré l'appel lancé sera considéré comme une volonté d'organisation de la perpétuation du statu quo et d'une faute lourde du régime RPT/AGO, sclérosant ainsi la refondation démocratique et pacifique du Togo.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur international provisoire

François FABREGAT
Responsable de la communication

